

« Rapidement, on constatera que M. Tshisekedi dispose d'une majorité. »

André KABANDA KANA

300 Ils étaient plus de 300, venus de Belgique, à sa prestation de serment

Le président de l'UDPS en Belgique analyse le scrutin

« Felix Tshisekedi mènera sa politique »

Le nouveau président congolais, Felix Tshisekedi, aura les mains libres, assure le président de l'UDPS en Belgique.

● **Philippe LERUTH**

Felix Tshisekedi a effectué, en Angola, sa première visite à l'étranger. Tandis qu'en République Démocratique du Congo (RDC), où la nomination d'un gouvernement reste en suspens, une série de grèves manifeste l'attente de la population pour le changement. Pourra-t-il y répondre ? « Il aura les mains libres pour réaliser son programme » assure André Kabanda Kana, en réponse aux critiques qui pensent que le nouveau président congolais, privé de majorité parlementaire, aura pieds et poings liés.

Pas de majorité

Les scrutins du 30 décembre ont livré un constat contrasté : l'élection présiden-

tielle a vu les deux candidats de l'opposition, Felix Tshisekedi et Martin Fayulu, distancer nettement le dauphin désigné du président sortant, Joseph Kabila. Mais c'est le FCC (Front commun pour le changement), le parti « kabiliste » qui a largement remporté les élections législatives et municipales.

« Parce que le FCC s'était mieux préparé que les formations d'opposition, en créant une multitude de partis dans tout le pays. Il a donc plus facilement atteint le seuil électoral », analyse le néphrologue bruxellois, qui préside la section belge de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), le parti dirigé par Felix Tshisekedi.

« Mais la plate-forme FCC, constituée en vue de l'élection présidentielle au profit du candidat de Joseph Kabila n'a pas d'existence légale au Parlement où, manifestement, aucune plate-forme ne dispose d'une majorité absolue, poursuit André Kabanda Kana. La Constitution est alors très claire : il appartient au président de désigner un informateur, chargé de préparer une majorité. »

Et jouera alors un réflexe habituel : « Tous ceux qui ont concouru à l'élection législative se tourneront vers celui qui l'a emporté : le président de la République, qui pourra mettre son programme en action. Rapidement, on constatera que M. Tshisekedi a une majorité présidentielle. »

Sécurité d'abord

Pour réaliser ce programme, le chef de l'État pourra s'appuyer « sur une société civile qui a toujours été aux côtés de l'opposition pour l'établissement d'un état de droit en RDC ».

Sa priorité, exprimée dans son discours d'investiture, c'est « le rétablissement de la sécurité au pays, par la restructuration des forces armées, de police, et de sécurité. Car sans sécurité, il n'y a ni paix, ni développement ».

Le rétablissement d'un état de droit « dans toutes ses déclinaisons », propice notamment « au retour des investisseurs », est également prioritaire. Cela donnera au gouvernement « les moyens pour ses actions ».

La voie est tracée. Reste au nouveau président à y engager la RDC... ■

« L'hésitation laissera des traces »

André Kabanda Kana, l'élection de M. Tshisekedi a été accueillie avec beaucoup de circonspection : comment avez-vous pris cette méfiance ?

Un processus électoral parfait n'existe nulle part au monde : même aux États-Unis, les enquêtes se poursuivent sur l'implication russe dans l'élection

de M. Trump. Il ne l'a pas été en RDC, où la démocratie reste balbutiante. Mais les réactions de la communauté internationale ont été au-delà de ce qu'elles devaient être. Il fallait aider ce processus démocratique, et non instrumentaliser un camp qui croit avoir été trompé pour déstabiliser le pays.

L'élection de M. Tshisekedi est maintenant reconnue...

C'est exact, mais entre l'annonce des résultats et cette reconnaissance timide, beaucoup de choses ont été dites. Notamment en Belgique. Or le Congo et la Belgique ont une histoire commune. Et je crains que cette hésitation laisse des traces. ■ **Phi. Le.**

Une allégresse partagée

Le 24 juin, André Kabanda Kana a fait le voyage de Kinshasa, pour assister à la prestation de serment de Felix Tshisekedi. « J'y ai reconnu au moins trois cents personnes venues de Belgique. Des membres de l'UDPS, dont certains sont toujours sur place. Et il y avait sans doute d'autres représentants de la diaspora congolaise que je ne

connais pas », sourit-il. L'occasion de vérifier l'adhésion de la population kinoise « qui se demande de quoi on parle quand on réclame "la vérité des urnes". La contestation passe uniquement par les réseaux sociaux. »

L'UDPS, rappelle le président de sa section belge, est

implantée de longue date au Congo, « et je ne peux imaginer que son socle électoral soit retombé à 18 %, comme l'annonçait le résultat qui octroyait plus de 60 % à M. Fayulu. Pour l'avenir, je crois que la Cenco (conférence épiscopale nationale du Congo) devrait être plus prudente, avant de lancer pareille bombe ». ■ **Phi. Le.**